

MINISTÈRE DU BUDGET**DIRECTION
DE LA
COMPTABILITÉ PUBLIQUE****Sous-direction C
BUREAU C3****Sous-direction D
BUREAUX D3, D4****Classement
B1-M0****INSTRUCTION N° 80-80 - B1-M0
du 18 avril 1980**

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° du
n° du
n° du
n° du

Cette instruction a été abrogée par l'instruction :

n° du

**MARCHÉS PUBLICS DE TRAVAUX
THÉORIE DE L'IMPRÉVISION****ANALYSE**

*Incidence, sur certains marchés publics de travaux, des hausses des prix de produits pétroliers
et de certains produits dérivés intervenues en 1979*

DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction n° 75-16-B 1 du 27 janvier 1975

Aux termes du dernier alinéa du paragraphe 1 de la circulaire du 20 novembre 1974, annexée à l'instruction n° 75-16-B 1 du 27 janvier 1975 relative à la théorie de l'imprévision, les problèmes que posent certaines catégories de marchés ou de produits en raison des évolutions exceptionnelles de la conjoncture économique peuvent donner lieu à des directives particulières du ministre de l'Économie et des Finances.

En application de cette disposition, les ministres de l'Économie et du Budget ont adressé aux ministres et secrétaires d'État une circulaire n° 129 du 23 janvier 1980 concernant l'incidence sur certains marchés publics de travaux des hausses des prix des produits pétroliers et de certains produits dérivés intervenues en 1979, diffusée en annexe à la présente instruction (annexe n° 1).

Il est toutefois précisé que si le titulaire d'un marché public de travaux est en mesure de fournir à la personne publique les justifications comptables indiquées dans la circulaire précitée du 20 novembre 1974, il peut demander que le montant de l'indemnité soit calculé dans les conditions prévues par cette circulaire et non selon la méthode du forfait mentionnée dans la circulaire n° 129 du 23 janvier 1980.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

ACT	ENST	RGP	PGT	TPGR	TPG	TGAP	TGC	TGE	RF
P	TA	SR	ISR	IP	DP	SIA	BA	EPA	EPI
EPSC	CCM	DSF	DD	DCE	ASR	OHLM	VFIL	RDCI	ASA

DIFFUSION

GT

42

L'attention des comptables est, par ailleurs, spécialement appelée sur les points suivants de cette dernière circulaire :

1. Paragraphes 2-1 et 2-2.

Aucune indemnité ne peut être allouée aux titulaires de marchés conclus à prix révisables.

En revanche, une telle indemnité peut être accordée aux titulaires de marchés passés :

- à prix fermes non actualisables lorsque le mois d'établissement des prix est antérieur à juin 1979;
- à prix fermes actualisables ou contenant une clause de mise à jour périodique des prix lorsque le mois qui a été retenu pour le calcul de l'actualisation ou de la mise à jour est antérieur à août 1979.

Lorsque les conditions requises pour l'ouverture du droit à indemnité sont réunies, celle-ci ne peut être consentie pour des travaux effectués antérieurement au 1^{er} janvier 1979.

2. Paragraphe 2-4.

Le dossier de mandatement de l'indemnité doit comporter une copie, certifiée conforme par l'ordonnateur, de la demande formulée par le titulaire dans les conditions et dans les délais prévus par le cahier des clauses administratives générales régissant le marché, pour les réclamations relatives au règlement.

3. Paragraphe 3-1.

Lorsque, parmi les index ou les indices retenus dans les conditions prévues au paragraphe 2-3 de la circulaire, certains évoluent dans le sens de la hausse et d'autres dans le sens de la baisse, une compensation doit s'établir entre les plus-values et les moins-values lors du calcul des coefficients et de l'écart entre le montant cumulé des sommes payées et restant dues au titre des travaux exécutés depuis le 1^{er} janvier 1979 et le montant cumulé de décomptes mensuels correspondants, après application des coefficients précités.

Une illustration de l'application de ces dispositions et de la règle visée au 1 ci-dessus est donnée dans l'annexe n° 2 à la présente instruction.

4. Paragraphes 3-2 et 4.

L'avenant fixant le montant de l'indemnité ne pourra être conclu que dans la mesure où sera connu le montant global des sommes payées et restant dues au titre du marché ou de la tranche annuelle concernée, le seuil de 1/15 à partir duquel l'indemnité peut être accordée ne pouvant être apprécié qu'à partir du moment où ces informations sont réunies.

5. Paragraphe 4.

En réponse à la demande qui lui a été adressée en application des dispositions du deuxième alinéa du paragraphe 4 de la circulaire, le rapporteur général des commissions spécialisées des marchés a précisé que les avenants conclus en vertu de cette circulaire sont dispensés de tout examen à priori par lesdites commissions.

Il n'en est évidemment pas de même des avenants qui peuvent être conclus en application de la circulaire du 20 novembre 1974.

6. Tableau des indices utilisables pour l'indemnisation.

Le tableau joint à l'annexe n° 1 de la circulaire n° 129 du 23 janvier 1980 est à compléter par les valeurs, indiquées ci-dessous, des indices des prix de certains produits pétroliers des mois d'octobre et novembre 1979 :

	B.I.	F.O.D.	F.U. n° 2	G.O.	G.O. sous douane	Produits bitumineux divers (B.T. 37)	T.P.V.C.
Octobre 1979	144,0	133,5	145,0	124,6	165,7	131,8	153,0
Novembre 1979	144,0	133,5	155,8	124,6	165,7	132,4	153,0

Le directeur de la Comptabilité publique,
Pour le directeur de la Comptabilité publique :
Le sous-directeur,
Guy SALLERIN.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE

MINISTÈRE DU BUDGET

N° 129

Paris, le 23 janvier 1980.

LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE

et

LE MINISTRE DU BUDGET,

à Mesdames et Messieurs les ministres et secrétaires d'État.

OBJET : Incidence, sur certains marchés publics de travaux, des hausses des prix des produits pétroliers et de certains produits dérivés intervenues en 1979.

Pièces jointes : Deux annexes.

Les hausses des prix des produits pétroliers et de certains produits dérivés intervenues dans le courant de l'année 1979 ont pu, dans la mesure où elles n'étaient raisonnablement pas prévisibles, provoquer des difficultés pour certaines entreprises titulaires de marchés publics de travaux conclus à prix non révisable.

La présente circulaire a pour but de régler ces difficultés : elle est prise dans le cadre fixé par la circulaire du 20 novembre 1974 du Premier ministre et du ministre de l'Économie et des Finances relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques; elle précise les conditions dans lesquelles les maîtres d'ouvrages publics pourront accepter les réclamations fondées sur ces hausses de prix des produits pétroliers et de certains produits dérivés.

1° Champ d'application

L'Administration ne doit prendre en considération que les demandes formulées dans les conditions et dans les délais prévus par le cahier des clauses administratives générales cité dans les pièces constitutives du marché, pour les réclamations relatives au règlement.

2° Conditions requises

2.1. Le marché ne doit pas avoir été conclu à prix révisables.

2.2. Mois d'établissement des prix.

2.2.1. Pour les marchés conclus à prix fermes non actualisables, le mois d'établissement des prix doit être antérieur à juin 1979; dans le cas où ce mois n'est pas précisé, il conviendra de retenir le mois précédant celui qui contenait la date limite de réception des offres.

2.2.2. Pour les marchés conclus à prix fermes actualisables ou contenant une clause de mise à jour périodique des prix, le mois qui a été retenu pour le calcul de l'actualisation ou de la mise à jour doit être antérieur à août 1979.

2.3. La part des produits pétroliers et de certains produits dérivés (fuel-oils, gazole, bitume et ses dérivés, chlorure de polyvinyle) dans les prix des prestations faisant l'objet du marché doit être globalement d'au moins 10 %.

Cette part doit être déterminée en fonction de l'index utilisé pour le calcul d'actualisation ou de mise à jour, ou de l'index qui aurait été choisi si le prix avait été révisable, ou encore en fonction d'une formule appropriée dans le cas où aucun index ne serait représentatif de la nature des travaux.

L'annexe n° 1 donne la liste des index « Travaux publics » et « Bâtiment » dans lesquels la part des produits pétroliers et de certains produits dérivés est au moins égale à 10 %.

Elle est complétée par un tableau qui présente, sous forme d'indices base décembre 1978, l'évolution des prix de ces produits connue à la date de diffusion de la présente circulaire.

2-4. L'indemnité doit être demandée par le titulaire du marché.

3° Calcul de l'indemnité

3-1. Pour chaque décompte mensuel, l'index ou la formule retenu dans les conditions indiquées au 2-3 sera appliqué en faisant varier les seuls paramètres représentatifs des produits pétroliers et de certains produits dérivés.

3-2. La demande d'indemnité sera jugée recevable dès lors que le montant obtenu sur l'ensemble des décomptes par les calculs prévus au 3-1 sera égal ou supérieur au 1/15 du montant global des règlements résultant des clauses du marché.

Pour les marchés à commandes reconductibles, ce montant global est celui des prestations exécutées au titre de la tranche annuelle concernée par le présent texte.

3-3. Pour la liquidation, le montant obtenu par les calculs susvisés sera multiplié par 0,9.

3-4. L'annexe n° 2 donne un exemple de calculs et de liquidation.

4° Passation d'un avenant

L'octroi de l'indemnité donnera lieu à la conclusion d'un avenant. Ce document :

- fait référence au marché et à la présente circulaire;
- il indique le montant de l'indemnité octroyée;
- il reproduit les bases et les modalités du calcul qui a permis de l'établir;
- il précise qu'elle a été accordée en application de la théorie de l'imprévision;
- il convient une clause par laquelle le titulaire renonce, pour ce marché, à toute demande ultérieure fondée sur ce chef de réclamation.

Si le marché est conclu dans le cadre du livre II du Code des marchés publics, dans un souci d'allègement des procédures administratives, nous demandons au rapporteur général des commissions spécialisées des marchés d'étudier, en accord avec les présidents des commissions compétentes, les conditions dans lesquelles les avenants conclus en application de la présente circulaire pourraient être dispensés de tout examen à priori.

Nous vous serions obligés de transmettre la présente circulaire aux services placés sous votre autorité ainsi qu'aux collectivités et établissements placés sous votre tutelle et susceptibles d'avoir conclu des marchés de travaux soumis au régime du droit public.

Maurice PAPON.

René MONORY.

ANNEXE I A LA CIRCULAIRE N° 129 DU 23 JANVIER 1980

Liste des index TP et BT pour lesquels la part des produits pétroliers et de certains produits dérivés est égale ou supérieure à 10 % et tableau des paramètres (en indices, base décembre 1978 = 100) utilisables pour le calcul indemnitaire.

TP 01, tous travaux (1), 11 % (5 % GO + 4 % FOD + 2 % BI).

TP 03, terrassements généraux, 20 % (10 % GO + 10 % FOD).

TP 06, dragages, 21 % (GO sous douane ou FOD).

Routes et aérodromes :

TP 08, avec fourniture, 19 % (5 % GO + 5 % FOD + 9 % BI) ;

TP 08 bis, sans fourniture, 14 % (7 % GO + 7 % FOD).

Enrobés :

TP 09, avec fourniture, 39 % (3 % GO + 2 % FOD + 4 % FU + 30 % BI) ;

TP 09 bis, sans fourniture, 22 % (5 % GO + 5 % FOD + 12 % FU).

TP 10-3, canalisations (tuyaux PVC rigide), 35 % (TPVC).

BT 02, terrassements, 10 % (GO).

BT 36, étanchéité (asphaltes), 13 % (BI).

BT 37, étanchéité (multicouches), 42 % (produits bitumineux divers).

BI : bitume [vrac liquide type C1-C7] (2).

FOD : fuel-oil domestique [zone D, catégorie C 3] (2).

FU : fuel lourd n° 2 [BOSP] (2).

GO : gazole [livraisons supérieures à 1.000 litres (zone D) aux consommateurs propriétaires des installations] (2).

PVC : indice des prix des tubes en PVC rigide, base 100 en avril 1973 (2).

(1) L'index TP 01 sera utilisé seulement lorsqu'il est contractuel (marchés actualisables ou mis à jour). Dans le cas d'un marché à prix ferme réunissant plusieurs types de travaux, il conviendra d'utiliser une formule appropriée à la structure de coût du marché.

(2) Cf. définitions données en annexe du communiqué relatif à la création de nouveaux index nationaux destinés à la révision des prix des marchés de travaux publics (B.O.S.P. du 2 août 1975).

TABLEAU DES INDICES UTILISABLES POUR L'INDEMNISATION

	B.I.	F.O.D.	F.U. n° 2	C.O.	G.O. sous douane	Produits bitumineux divers (B.T. 37)	I.P.V.C.
Janvier 1978.....	98,1	90,1	101,4	87,7	101,5	91,6	95,2
Février 1978.....	98,1	90,1	101,4	89,0	100,0	94,3	95,2
Mars 1978.....	99,2	90,1	103,9	89,0	100,0	94,6	99,2
Avril 1978.....	100,0	90,1	103,9	89,0	100,0	95,0	100,0
Mai 1978.....	100,0	90,1	100,8	89,0	100,0	95,1	100,0
Juin 1978.....	100,0	92,7	100,8	91,9	100,0	95,1	100,0
Juillet 1978.....	100,0	100,0	100,8	100,0	100,0	96,6	100,0
Août 1978.....	100,0	100,0	100,8	100,0	100,0	98,6	100,0
Septembre 1978.....	100,0	100,0	94,7	100,0	100,0	99,3	100,0
Octobre 1978.....	100,0	100,0	91,1	100,0	100,0	100,2	100,0
Novembre 1978.....	100,0	100,0	91,1	100,0	100,0	100,6	100,0
Décembre 1978.....	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Janvier 1979.....	100,0	102,2	100,0	106,0	117,6	100,0	109,7
Février 1979.....	100,0	107,5	105,0	110,0	126,5	100,0	110,0
Mars 1979.....	105,8	109,9	111,1	111,6	130,6	108,8	119,0
Avril 1979.....	105,8	109,9	111,9	111,6	130,6	108,8	132,8
Mai 1979.....	105,8	115,0	116,7	114,5	139,5	109,1	139,1
Juin 1979.....	116,7	117,6	123,6	115,9	143,6	116,8	139,1
Juillet 1979.....	124,6	122,7	130,8	118,8	151,1	120,6	139,1
Août 1979.....	144,0	132,4	140,6	124,1	164,3	129,5	139,1
Septembre 1979.....	144,0	133,5	145,0	124,6	165,7	130,1	153,0

Les valeurs ultérieures seront publiées au *Bulletin officiel* du ministère de l'Environnement et du Cadre de vie et du ministère des Transports.

ANNEXE II A LA CIRCULAIRE N° 129 DU 23 JANVIER 1980

Exemple de calcul de l'indemnité pour hausses des produits pétroliers. Marché d'enrobés avec fournitures conclu à prix fermes non actualisables :

- montant : 450.000 F;
- appel d'offres du 10 mai 1979;
- mois d'établissement des prix : avril 1979;
- formule retenue pour le calcul indemnitaire : index TP 09;
- produits pétroliers dans l'index :

GO	3 %
FOD	2 %
FU	4 %
BI	30 %
<hr/>	
TOTAL DES PRODUITS PÉTROLIERS ..	39 %

Exécution du marché d'après les décomptes :

— juillet	200.000 F
— août	250.000 F

Coefficients majorateurs applicables aux décomptes mensuels :

Juillet

$$0,61 + 0,03 \left(\frac{118,8}{111,6} \right) + 0,02 \left(\frac{122,7}{109,9} \right) + 0,04 \left(\frac{130,8}{111,9} \right) + 0,30 \left(\frac{124,6}{105,8} \right) = 1,06433 \text{ soit } 1,064$$

Août

$$0,61 + 0,03 \left(\frac{124,1}{111,6} \right) + 0,02 \left(\frac{132,4}{109,9} \right) + 0,04 \left(\frac{140,6}{111,9} \right) + 0,30 \left(\frac{144,0}{105,8} \right) = 1,2603 \text{ soit } 1,126$$

Ces coefficients appliqués aux décomptes de :

- juillet : $200.000 \text{ F} \times 1,064 = 212.800 \text{ F}$;
- août : $250.000 \text{ F} \times 1,126 = 281.500 \text{ F}$,

permettent d'établir un écart de 12.800 F (juillet) + 31.500 (août) = 44.300 F correspondant à $\frac{44.300}{450.000} = 9,84 \%$
du montant initial du marché, soit plus de 1/15. L'indemnisation peut être acceptée. L'indemnité sera égale à :

$$0,9 \times 44.300 \text{ F} = 39.870 \text{ F}$$

ANNEXE N° 2

— 8 —

à l'Instruction n° 80-80 - B1-M0

du 18 avril 1980

Exemple de calcul des coefficients pour hausses des produits pétroliers.

Marché d'enrobés sans fourniture conclu à prix fermes non actualisables :

— montant : 500.000 F ;	
— mois d'établissement des prix : avril 1978 ;	
— formule retenue pour le calcul des coefficients : index TP 09 bis ;	
— produits pétroliers dans l'index :	
GO	5 %
FOD	5 %
FU	12 %
<hr/>	
TOTAL DES PRODUITS PÉTROLIERS ..	22 %

Exécution du marché d'après les décomptes :

— juin 1978	50.000 F
— juillet	55.000 F
— août	10.000 F
— septembre	25.000 F
— octobre	30.000 F
— novembre	40.000 F
— décembre	45.000 F
— janvier 1979	80.000 F
— février	75.000 F
— mars	90.000 F
<hr/>	
	500.000 F

Coefficients majorateurs applicables aux décomptes mensuels de 1979 :

Janvier 1979

$$0,78 + 0,05 \left(\frac{106}{89} \right) + 0,05 \left(\frac{102,2}{90,1} \right) + 0,12 \left(\frac{100}{103,9} \right) = 1,01176 \text{ soit } 1,012$$

Février 1979

$$0,78 + 0,05 \left(\frac{110}{89} \right) + 0,05 \left(\frac{107,5}{90,1} \right) + 0,12 \left(\frac{105}{103,9} \right) = 1,02272 \text{ soit } 1,023$$

Mars 1979

$$0,78 + 0,05 \left(\frac{111,6}{89} \right) + 0,05 \left(\frac{109,9}{90,1} \right) + 0,12 \left(\frac{111,1}{103,9} \right) = 1,03199 \text{ soit } 1,032$$

Ces coefficients appliqués aux décomptes de :

- janvier 1979 : 80.000 F \times 1,012 = 80.960 F ;
- février 1979 : 75.000 F \times 1,023 = 76.725 F ;
- mars 1979 : 90.000 F \times 1,032 = 92.880 F ;

permettent d'établir un écart de 960 F (janvier 1979) + 1.725 F (février 1979) + 2.880 F (mars 1979) = 5.565 F correspondant à

$$\frac{5.565}{500.000} = 0,011 \%$$

du montant des décomptes mensuels, soit moins de 1/15 (6,66 %). L'indemnisation ne peut être accordée.